

Communiqué du Parti Communiste (9 octobre 2020)

http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=69750

demandant la reconnaissance de l'Artsakh indépendant

La guerre fait rage. C'est la guerre depuis le 27 septembre en République d'Artsakh et elle s'étend à l'Arménie. L'autocrate Ilham Aliyev a lancé les armées de l'Azerbaïdjan à l'assaut de la petite et jeune enclave démocratique du Caucase. Ardemment soutenues par le sanguinaire Recep Tayyip Erdogan, les forces armées azéries sont suppléées par des mercenaires djihadistes, recrutés en Syrie, chassés du Rojava où ils se sont tristement distingués. Dès les premières heures de l'offensive, les victimes parmi les civils se comptaient par dizaines. Cette guerre doit être stoppée.

Un cessez-le-feu et un processus de paix sont urgents ; nul ne peut prévoir l'étendue des conséquences régionales et internationales dramatiques qui, déjà, se font sentir. Tout doit être mis en œuvre pour que le dialogue politique prenne le pas sur le déchaînement de la violence militaire. Aujourd'hui vendredi 7 octobre, Vladimir Poutine prend l'initiative et invite à Moscou les chefs de la diplomatie arménienne et azerbaïdjanaise à venir y conclure une première trêve.

Beaucoup, avec raison, rappellent les racines anciennes du conflit. Mais cette guerre, puisqu'il faut le rappeler, n'était pas inévitable.

Dans une déclaration publiée, moins d'un an auparavant, le Parti communiste français (PCF), inquiet des bruits de bottes venus de Bakou et des provocations successives du président turc, appelait instamment la France, membre du groupe de Minsk, à ouvrir une perspective politique avant que les armes ne sèment à nouveau la mort : « Parce que cela constituerait une première étape dans un indispensable processus d'apaisement et dans la résolution politique du conflit, le PCF demande instamment au Président de la République de prendre acte du processus démocratique par lequel la population du Haut Karabagh a proclamé la République. Le PCF engage également le gouvernement de la France à agir dans les plus brefs délais pour que la Haute-représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, porte avec notre pays cette reconnaissance devant les instances internationales multilatérales. Ces dernières doivent placer les populations du Haut Karabagh, menacées de génocide, sous protection internationale 1. » Rien n'a été fait, ou si peu, si mal, par les membres du groupe de Minsk pour prévenir l'escalade.

En juillet de cette année, des accrochages militaires à la frontière de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan illustraient la volonté du président de cette dernière de quitter les

pour parler de paix et de s'imposer par la voie militaire. Mais tout en appelant à respecter le cessez-le-feu de 2016 et à « reprendre le dialogue », la France, notamment, a semblé déjà résignée à ce que la situation dégénère. En toutes connaissances de cause, puisque 6 mois avant, en janvier, elle s'était félicitée de la conclusion d'un joli contrat de vente d'armes avec Bakou.

Des leçons devront en être tirées. En attendant, aujourd'hui, alors que la désolation et la souffrance règnent, seules les vociférations nationalistes se font entendre.

Tandis qu'à Stepanakert et Erevan, les civils tentent de sauver leur vie, tandis que déjà la moitié de la population du Haut Karabakh, soit près de 75 000 personnes, ont fui les bombardements vers l'intérieur du pays, que des centaines de réfugiés sont recueillis en Arménie, les rues de la capitale azérie résonnent, elles, d'appels au génocide. Un cauchemar.

Il est de notre devoir d'opposer à la guerre et la haine, un large et massif front de paix, de solidarité et de fraternité pour imposer que les populations bombardées soient placées sous protection internationale et que les armes se taisent.

Le PCF appelle l'ensemble des défenseur.e.s de la paix, des droits humains et du droit international en France, en Europe, en Arménie, en Azerbaïdjan, en Turquie, en Artsakh à s'unir et à agir pour un arrêt des combats et l'ouverture, sous égide l'ONU, de pour parler de paix.

Monsieur le Président, la France qui a vendu et vend ses armes tant à l'Azerbaïdjan qu'à l'Arménie malgré l'embargo, ainsi qu'à la Turquie depuis des années, contribuant à une sur-militarisation du Caucase et du Moyen-Orient, a aujourd'hui le devoir et la responsabilité de contribuer à ouvrir un véritable chemin de paix car comme l'écrivit Jean Giono : « Il ne suffit pas d'être pacifiste, même si c'est du fond du cœur et dans une farouche sincérité ; il faut que ce pacifisme soit la philosophie directrice de tous les actes de votre vie. Toute autre conduite n'est que méprisable lâcheté. »

Lydia SAMARBAKSH (responsable du secteur international du PCF)